

Agence de Lyon  
17 Avenue Condorcet  
69100 VILLEURBANNE  
Tel 04 78 89 73 88  
ctc.lyon@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.1.0

Mission(s) DEM, L (*), LE, SEI (*)		
Nos références <b>690C25B9</b> (690-C-2025-00KG)	Vos références DT 21-1852 - Marché 23011S	Date 30/10/2025

## LYON 8E ROCKEFELLER FACULTE MEDECINE DEMOLITION DE LA CHEMINEE EXISTANTE

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



Envoi	UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1 - HILAIRE Maître d'ouvrage Sylvain	marches@univ-lyon1.fr / sylvain.hilaire@univ-lyon1.fr
-------	--	---

Le chargé d'affaire,  
Aurélien BOUCHEROT

# SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	3
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Démolition.....	9
VIII.2 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	12
VIII.3 - Solidité des existants.....	14
VIII.4 - Classement et référentiel.....	16
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	18
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*).....	22
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	23

# **I - OBJET DU RAPPORT**

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Les travaux portent sur la sécurisation et la démolition de la cheminée existante du bâtiment principal sur le site.

## **II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES**

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°690-C-2025-00KG et qui sont détaillées ci après :

- DEM - Mission relative à la stabilité et à la solidité des ouvrages avoisinants en phase de démolition d'ouvrages existants
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## **III - AUTEURS DU RAPPORT**

Le chargé d'affaire, Aurélien BOUCHEROT

## **IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

### **IV.1 - Désignation des intervenants**

### **IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération**

Travaux de démolition de la cheminée existante

Adresse de l'opération :

Bâtiment Rockefeller - Faculté de médecine - 8 avenue Rockefeller 69008 LYON

### **IV.3 - Montant prévisionnel des travaux**

180 000 Euros HT

## IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 10 semaines

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

### - Descriptifs - Réception : 16/10/2025

Programme de travaux: Démolition de la cheminée

### - Pré-étude structure - Date : 24/02/2020 - Réception : 16/10/2025

Diagnostic de conservation de la cheminée

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Maître d'ouvrage - UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1

- \* Étanchéité:  
Il devra être indiqué comme sera réalisé la reprise d'étanchéité après recépage de la partie haute de la cheminée.  
En effet, une jonction existe entre le gros œuvre de la cheminée et la couverture de du bâtiment conservé.
- \* Point de vigilance quand à l'impact des engins de chantier empiétant sur la voie engin de l'établissement implanté en périphérie du bâtiment Rockefeller.  
Des dispositions devront être avec le PC sécurité du site en cas de blocage de la voie.

### Lot 1 - Démolitions -gros oeuvre

- Comme rappelé par le CCTP:  
La démolition par explosifs ou par déconstruction à la pelle mécanique sont écartées, compte-tenu du contexte urbain et sensible dans lequel se trouve la cheminée de la Faculté de Médecine  
Une déconstruction mécanique de haut en bas est à privilégier. Cette action consiste à déconstruire la cheminée, morceau par morceau, en s'assurant de la stabilité provisoire de l'ouvrage au fur et à mesure de l'opération
- Un diagnostic structure en date du 24/02/2020 indice A a été établi par le BET SIXENS.

Le rapport a mis en évidence la fragilité des éléments constitutifs de la cheminée.

Il a été constaté des défauts structurels d'ordre mécaniques :

- La présence de fractures verticales le long de raidisseurs témoigne d'un fonctionnement mécanique anormal de la structure,
- La disparition plus ou moins importante du mortier de jointoiement entre éléments participe également à fragiliser l'édifice.

Ces défauts structurels sont susceptibles de remettre en cause la stabilité de la cheminée, même si les renforts par cerclages métalliques ont probablement été mis en place afin de la consolider.

De plus, il est à noter la présence ponctuelle de défauts de contact entre les cerclages métalliques de renfort et la structure qui de ce fait ne remplissent plus leur fonction de façon optimale.

Fort de ce constat, l'entreprise en charge du lot démolition devra proposer une stabilité provisoire de l'ouvrage à démolir.

- Comme rappelé par le CCTP:  
La démolition par explosifs ou par déconstruction à la pelle mécanique sont écartées, compte-tenu du contexte urbain et sensible dans lequel se trouve la cheminée de la Faculté de Médecine  
Une déconstruction mécanique de haut en bas est à privilégier. Cette action consiste à déconstruire la cheminée, morceau par morceau, en s'assurant de la stabilité provisoire de l'ouvrage au fur et à mesure de l'opération.  
L'entreprise en charge de la démolition devra se conformer à un mode opératoire ne remettant pas en cause la vulnérabilité de la cheminée.  
Avis à lever à réception du dossier exécution de l'entreprise titulaire du lot.
- Le suivi des déplacements de la cheminée sera judicieux, dans la mesure où l'ouvrage est assez fragile, de positionner des jauges ou cibles permettant de se rendre compte d'éventuelle déformation lors de la dépose de l'ouvrage par passe. Cela peut donner une tendance sur la déformation tri dimensionnelle de l'ouvrage et de prendre les mesures adéquates si les déformations deviennent importantes. Ce dispositif est indispensable pour s'assurer du comportement réel de l'ouvrage et de la non déstabilisation des avoisinants concernés.

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### **OUVRAGES D'ETANCHEITE**

- Détails d'exécution
- Avis technique

### **SECURITE INCENDIE**

#### **Généralités**

- Documents administratifs : notice de sécurité

## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Démolition
- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.



## VIII.1 - Démolition

- \* Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.
- Norme homologuée NF P 03 - 100.
- Conditions générales d'intervention Filiance précisées en contrat

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Renseignements généraux</b> Ouvrages existants à démolir  Ouvrages avoisinants concernés  <b>Eléments relatifs aux avoisinants</b>  <b>Processus d'exécution des travaux</b>	PM        HM   PM	<p>La démolition de la cheminée existante et plus précisément sa partie supérieure allant de son sommet aux rangées d'éléments préfabriqués en forme de clé conservés sur le toit du local techniques en RdC.</p> <p>La hauteur de la cheminée est d'environ 36 m. Elle est constituée d'éléments préfabriqués en béton armé, en forme de «clé» comportant une partie cloison (épaisseur 13 cm) et un partie formant les raidisseurs verticaux. Chaque élément mesure 25 cm de haut. La cheminée en compte 119. Les éléments sont jointoyés entre eux au mortier. 20 cerclages métalliques sont installés sur l'ensemble de la hauteur, tous les 6 rangs d'éléments préfabriqués, à l'exception des cerclages supérieurs et inférieurs plus resserrés. Les informations transmises font état d'une hauteur initiale de la cheminée plus haute qu'aujourd'hui. En effet, une partie de la tête de la cheminée a été démolie et les renforts par cerclages métalliques mis en œuvre à cette occasion.</p> <p>Un diagnostic structure en date du 24/02/2020 indice A à été établi par le BET SIXENS.</p> <p>Le rapport a mis en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une forte porosité,</li> <li>- Une carbonatation très importante en parement extérieur,</li> <li>- Une pollution par les ions chlorures libres, variant selon la hauteur, sur les parements intérieur et extérieur,</li> <li>- Un enrichissement en ions sulfates, variable selon la hauteur, sur les parements intérieur et extérieur.</li> </ul> <p>Ces caractéristiques couplées à l'environnement régulièrement humide (pluie) et aéré favorisent le développement de la corrosion des armatures ; ce qui explique la présence de nombreux éclats de béton avec aciers apparents corrodés. Une activité de corrosion en donc en cours. Celle-ci a été mise en évidence par la réalisation de sondages de reconnaissance et par l'inspection visuelle des parements extérieurs de l'ouvrage.</p> <p>La corrosion entraine des réductions de section d'armatures et des défauts d'adhérence acier/béton, ce qui tend à fragiliser les éléments constitutifs de la cheminée. D'autre part, il a été constaté des défauts structurels d'ordre mécaniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La présence de fractures verticales le long de raidisseurs témoigne d'un fonctionnement mécanique anormal de la structure,</li> <li>- La disparition plus ou moins importante du mortier de jointoiement entre éléments participe également à fragiliser l'édifice.</li> </ul> <p>Ces défauts structurels sont susceptibles de remettre en cause la stabilité de la cheminée, même si les renforts par cerclages métalliques ont probablement été mis en place afin de la consolider. De plus, il est à noter la présence ponctuelle de défauts de contact entre les cerclages métalliques de renfort et la structure qui de ce fait ne remplissent plus leur fonction de façon optimale.</p> <p>En outre, les éclats de béton, en plus de fragiliser la structure, présentent un risque pour les personnes circulant en pied de la cheminée.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Travaux préparatoires	PM	Comme rappelé par le CCTP:
	Stabilité provisoire des parties à démolir	AS	<p>La démolition par explosifs ou par déconstruction à la pelle mécanique sont écartées, compte-tenu du contexte urbain et sensible dans lequel se trouve la cheminée de la Faculté de Médecine</p> <p>Une déconstruction mécanique de haut en bas est à privilégier. Cette action consiste à déconstruire la cheminée, morceau par morceau, en s'assurant de la stabilité provisoire de l'ouvrage au fur et à mesure de l'opération</p> <p><b>Un diagnostic structure en date du 24/02/2020 indice A à été établi par le BET SIXENS.</b></p> <p><b>Le rapport a mis en évidence la fragilité des éléments constitutifs de la cheminée.</b></p> <p><b>Il a été constaté des défauts structurels d'ordre mécaniques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La présence de fractures verticales le long de raidisseurs témoigne d'un fonctionnement mécanique anormal de la structure,</li> <li>- La disparition plus ou moins importante du mortier de jointoiement entre éléments participe également à fragiliser l'édifice.</li> </ul> <p>Ces défauts structurels sont susceptibles de remettre en cause la stabilité de la cheminée, même si les renforts par cerclages métalliques ont probablement été mis en place afin de la consolider.</p> <p>De plus, il est à noter la présence ponctuelle de défauts de contact entre les cerclages métalliques de renfort et la structure qui de ce fait ne remplissent plus leur fonction de façon optimale.</p>
	Méthodologie de démolition	AS	<p>Fort de se constat, l'entreprise en charge du lot démolition devra proposer une stabilité provisoire de l'ouvrage à démolir.</p> <p>Comme rappelé par le CCTP:</p> <p>La démolition par explosifs ou par déconstruction à la pelle mécanique sont écartées, compte-tenu du contexte urbain et sensible dans lequel se trouve la cheminée de la Faculté de Médecine</p> <p>Une déconstruction mécanique de haut en bas est à privilégier. Cette action consiste à déconstruire la cheminée, morceau par morceau, en s'assurant de la stabilité provisoire de l'ouvrage au fur et à mesure de l'opération.</p> <p>L'entreprise en charge de la démolition devra se conformer à un mode opératoire ne remettant pas en cause la vulnérabilité de la cheminée.</p> <p>Avis à lever à réception du dossier exécution de l'entreprise titulaire du lot.</p>
	Surveillance des avoisinants	AS	<p>Le suivi des déplacements de la cheminée sera judicieux, dans la mesure où l'ouvrage est assez fragile, de positionner des jauges ou cibles permettant de se rendre compte d'éventuelle déformation lors de la dépose de l'ouvrage par passe. Cela peut donner une tendance sur la déformée tri dimensionnel de l'ouvrage et de prendre les mesures adéquates si les déformations deviennent importantes. Ce dispositif est indispensable pour s'assurer du comportement réel de l'ouvrage et de la non déstabilisation des avoisinants concernés.</p>

## VIII.2 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>CONSTRUCTION EN BOIS</b></p> <p><b>CONSTRUCTION A OSSATURE BOIS</b></p> <p>Dispositions constructives particulières Barrières à l'eau et à la vapeur</p> <p><b>TOITURE TERRASSE ETANCHEE</b></p>	AS	<p>Étanchéité: Il devra être indiqué comme sera réalisé la reprise d'étanchéité après recépage de la partie haute de la cheminée. En effet, une jonction existe entre le gros œuvre de la cheminée et a couverture de du bâtiment conservé.</p>

## VIII.3 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Ouvrages de structure</b>	PM	<p>Un diagnostic structure en date du 24/02/2020 indice A à été établi par le BET SIXENS.</p> <p>Le rapport a mis en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une forte porosité,</li> <li>- Une carbonatation très importante en parement extérieur,</li> <li>- Une pollution par les ions chlorures libres, variant selon la hauteur, sur les parements intérieur et extérieur,</li> <li>- Un enrichissement en ions sulfates, variable selon la hauteur, sur les parements intérieur et extérieur.</li> </ul> <p>Ces caractéristiques couplées à l'environnement régulièrement humide (pluie) et aéré favorisent le développement de la corrosion des armatures ; ce qui explique la présence de nombreux éclats de béton avec aciers apparents corrodés. Une activité de corrosion en donc en cours. Celle-ci a été mise en évidence par la réalisation de sondages de reconnaissance et par l'inspection visuelle des parements extérieurs de l'ouvrage.</p> <p>La corrosion entraine des réductions de section d'armatures et des défauts d'adhérence acier/béton, ce qui tend à fragiliser les éléments constitutifs de la cheminée.</p> <p>D'autre part, il a été constaté des défauts structurels d'ordre mécaniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La présence de fractures verticales le long de raidisseurs témoigne d'un fonctionnement mécanique anormal de la structure,</li> <li>- La disparition plus ou moins importante du mortier de jointoiement entre éléments participe également à fragiliser l'édifice.</li> </ul> <p>Ces défauts structurels sont susceptibles de remettre en cause la stabilité de la cheminée, même si les renforts par cerclages métalliques ont probablement été mis en place afin de la consolider.</p> <p>De plus, il est à noter la présence ponctuelle de défauts de contact entre les cerclages métalliques de renfort et la structure qui de ce fait ne remplissent plus leur fonction de façon optimale.</p> <p>En outre, les éclats de béton, en plus de fragiliser la structure, présentent un risque pour les personnes circulant en pied de la cheminée.</p>

## VIII.4 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

La faculté de médecine est composée de plusieurs bâtiments cernés par les rues :

- Avenue Rockefeller au Nord
- Rue Nungesser et Coli à l'Ouest
- Rue Laennec et rue Charles Jung au Sud

Le bâtiment principal en R+4 se compose d'un quadrilatère et de 4 ailes A,B, C et D à chaque angle de l'immeuble.

### Description sommaire des installations :

SSI de catégorie A

Sous-station de chauffage urbain

Eclairage de sécurité par BAES

Désenfumage mécanique BU, Hall et circulation par compartimentage

Désenfumage Naturel escalier

**Date d'application du référentiel réglementaire : 30/10/2025**

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Selon la notice de sécurité associée au projet il nous a été communiqué que l'effectif de 6249 personnes est non modifié dans le cadre des travaux.

Effectif du public : 5271 personnes

Effectif du personnel : 978 personnes

Effectif public + personnel : 6249 personnes

<b>1ère catégorie de type R</b>
---------------------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Rapport de PV de commission de sécurité non communiqué lors de la rédaction du RICT.

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.



**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

Rapport de PV de commission de sécurité non communiqué lors de la rédaction du RICT.

**Autres prescriptions particulières :**

Rapport de PV de commission de sécurité non communiqué lors de la rédaction du RICT.

## VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Section I - Contrôle des Etablissements</b>		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	<b>Section II - Vérifications Techniques</b>		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	AF	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	AF	
GE 9	Rapports de vérifications.	AF	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	<b>Chapitre II - Construction</b>		
	<b>Section I - Conception et Desserte des Bâtiments</b>		
CO 1	Conception et desserte.	AS	<b>Point de vigilance quand à l'impacte des engins de chantier empiétant sur la voie engin de l'établissement implanté en périphérie du bâtiment Rockefeller.</b> <b>Des dispositions devront être avec le PC sécurité du site en cas de blocage de la voie.</b>
CO 2	Voie utilisable par les engins de secours et espace libre.	AS	<b>Point de vigilance quand à l'impacte des engins de chantier empiétant sur la voie engin de l'établissement implanté en périphérie du bâtiment Rockefeller.</b> <b>Des dispositions devront être avec le PC sécurité du site en cas de blocage de la voie.</b>
CO 3	Façade et baie accessibles.	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
CO 4	Nombre de façades accessibles et dessertes par des voies ou espaces libres.	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
CO 5	Espaces libres et secteurs.	SO	
CO 6 - CO 10	<b>Section II - Isolement par Rapport aux Tiers</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
CO 11 - CO 15	<b>Section III - Résistance au Feu des Structures</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
CO 16 - CO 18	<b>Section IV - Couvertures</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
CO 19 - CO 22	<b>Section V - Façades</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
CO 23 - CO 26	<b>Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
CO 27 - CO 29	<b>Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 30 - CO 33	<b>Section VIII - Conduits et Gains</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
CO 34 - CO 60	<b>Section IX - Dégagements</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
CO 61 - CO 61 §7	<b>Section X - Tribunes</b>	HM	
AM 1 - AM 20	<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
DF 1 - DF 10	<b>Chapitre IV - Désenfumage</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
CH 1 - CH 58	<b>Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
GZ 1 - GZ 30	<b>Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
EL 1 - EL 23	<b>Chapitre VII - Installations électriques</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
EC 1 - EC 15	<b>Chapitre VIII - Eclairage</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
AS 1 - AS 11	<b>Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
GC 1 - GC 22	<b>Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
MS 1 - MS 75	<b>Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.

## VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)</b>		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	<b>Section I - Généralités</b>		
R1	Etablissements assujettis	PM	Établissement classé en type R
R2	Détermination de l'effectif	PM	Effectif de 6249 personnes est non modifié dans le cadre des travaux.
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	SO	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	HM	
R6 - R12§3	<b>Section II - Construction</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
R13 - R17	<b>Section III - Dégagements</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
	<b>Section IV - Aménagements</b>		
R18	Sièges de la salle polyvalente		Article abrogé
R19 - R19§5	<b>Section V - Désenfumage</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
R20 - R23	<b>Section VI - Chauffage, Ventilation</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
R24 - R25	<b>Section VII - Installations Electriques</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
R26 - R27	<b>Section VIII - Eclairage</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.
R28 - R29	<b>Section IX - Cuisines</b>	SO	
R30 - R33	<b>Section X - Moyens de Secours</b>	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux de sécurisation et de démolition de la cheminée existante du bâtiment principal de site de Rockefeller.

## VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

**applicables aux établissements recevant du public**

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;





Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Visualisation</li> <li>- Traitement des bords libres accessibles</li> <li>- Cas particulier : séparation des balcons</li> <li>- Cas particulier des établissements scolaires</li> <li>- Cas particulier des établissements sportifs couverts</li> </ul>		
<b>Chapitre 6</b>	<b>Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre</b> Ouvrages inclinés Réceptacle au droit des passages traversants		
<b>Chapitre 7</b>	<b>Vitrages situés en zone sismique</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
<b>Chapitre 7</b>	<b>Vitrages exposés aux risques de cyclones</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
<b>PPRN</b>	<b>Vitrages exposés aux risques d'avalanches</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	<b>Livre II</b>		
	<b>Titre I</b>		
	<b>Chapitre IV</b>		
	<b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>		
	<b>Section I Caractéristiques des bâtiments</b>		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture		
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents		
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées		
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber		
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93		
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails		
	<b>Section 2 Voies de circulation et accès</b>		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge		
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants		
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
	<b>Section 3 : Quais et rampes de déchargement</b>		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	
R4214-20	Nombre et implantation des issues		
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute		
R4214-22 à 25	<b>Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail</b>	HM	
R4214-26 à 28	<b>Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés</b>	HM	Voir mission spécifique
	<b>Chapitre V</b>		
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.		
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses		
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.		
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.		
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.		
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)		
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.		
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)		
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension		
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.		
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)		
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.		
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.		
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)		
	<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>		
	<b>Section 1 Dispositions générales</b>		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section		(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation		
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée		
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents		
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents		
R4216-3	Isolement des Tiers		
R4216-4	Détermination de l'effectif		
	<b>Section 2 Dégagements</b>		
R4216-5	Largeur des dégagements.		
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac		
R4227-6	Manoeuvre des portes		
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut		
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements		
R4227-9	Conception escaliers		
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers		
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols		
R4227-13	Signalisation des issues		
R4227-14	Eclairage de sécurité		
R4216-7	Saillies et dépôts		
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements		
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.		
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation		
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements		
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers		
	<b>Section 3 Désenfumage</b>		
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers		
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel		
R4216-15	Règles de dimensionnement du désenfumage mécanique		
R4216-16	Voir arrêté d'application	PM	
	<b>Section 4 Chauffage des Locaux</b>		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers		
R4227-16	Combustibles liquides		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-18	Installations des appareils	HM	
R4227-19	Alimentation des appareils		
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie		
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment		
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution		
R4216-20	Usage de la brasure tendre		
	<b>Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables</b>		
R4216-21-1	Dispositions générales pour la prévention des risques d'explosion (R4227-42)		
R4216-21-2	Dispositions spécifiques relatives aux installations électriques		
R4216-21-3	Arrêté spécifique pour installations industrielles utilisant gaz combustible et hydrocarbures liquéfiés		
R4216-22	Ventilation	PM	
R4216-23	Dispositions prises pour la conception des locaux		
	<b>Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol</b>		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)		
R4216-25	Accès aux façades		
R4216-26	Protection des escaliers		
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs		
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent		
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application		
	<b>Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie</b>		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41	PM	Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-28	Responsabilité employeur		
R4227-29	Extincteurs		
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire		
R4227-31	Accès et manipulation faciles		
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité		
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction		
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)		
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux		
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)		
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité		A la charge de l'employeur
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	<b>Section 8 – Prévention des explosions</b>		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	<b>Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative</b>		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	<b>Arrêté du 5 Août 1992</b>		
	<b>Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol</b>		
Art. 1	Généralités.		
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.		
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.		
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.		
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.		
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.		
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gaines et conduits.		
Art.8	Escaliers et ascenseurs encloués Escaliers et ascenseurs à l'air libre		
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encloués Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure		
	<b>Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 &amp; 2 du Code du travail</b>		
Art.10	Généralités.		
Art.11	Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire.		
Art.12	Désenfumage naturel.		
Art.13	Désenfumage par tirage mécanique.		
Art.14	<b>Règles relatives aux systèmes de désenfumage</b>		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage naturel		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage mécanique		
Art 14	- Alimentation électrique des installations de désenfumage mécanique.		
Art 14	Atrium : règles de construction suivant l'IT 263		
Art 14	Atrium : principes de désenfumage suivant IT 263		
Art.15	Vérification des installations de désenfumage.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 23/06/19 78	<b>Installations de Chauffage</b>  Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public		Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 21/03/19 68	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides</b>  Règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et la réglementation des établissements recevant du public.		
Arrêté du 01/07/20 04	<b>Installations de Stockage Produits pétroliers</b>  Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers.		
Arrêté du 30/07/19 79	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés</b>  Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.		
Arrêté du 23/02/20 18	<b>Installations de Gaz</b>  Règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes Organe de coupure Alimentation en gaz Ventilation des locaux Évacuation des produits de combustion		
Arrêté du 22/10/19 69	<b>Conduits de Fumée</b>  Conduits de fumée desservant les logements.  <b>DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION</b>  <b>Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013</b>		PM Y compris logement de fonction ou occupé en raison de l'exercice d'un emploi.  PM Les avis sont donnés au regard de la réglementation applicable mais la responsabilité de l'installation, la mise sous tension et l'entretien incombent au propriétaire.  HM L'entretien des détecteurs est à respecter par l'occupant
Art 3 décret 2011-36	Obligation pour tout logement à compter du 8 mars 2015.	PM	
R142-3	Détecteurs sous la responsabilité du propriétaire pour les logements attribués ou loués en raison de l'exercice d'une fonction ou d'un emploi.	PM	
R142-3 R142-2 R142-2	Entretien des détecteurs sous la responsabilité de l'occupant Présence d'au moins un détecteur par logement.	HM	
R142-2	Implantation de préférence dans la circulation ou le dégagement desservant les chambres, à proximité du point le plus haut et à distance des autres parois et des sources de vapeurs.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 2	Conformité des détecteurs prévus à l'article 2 de l'arrêté du 5/2/2013		
Art 3	Interdiction des détecteurs utilisant l'ionisation.		A respecter également en exploitation.
Art 4	Marquage CE		
Art 6	Interdiction d'installer des détecteurs autonomes avertisseurs de fumée dans les parties communes.		A respecter également en exploitation.
R142-2	Mise sous tension, surveillance, entretien.	HM	
R142-5	Attestation à l'assureur.	HM	
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	<b>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</b>		
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	Preuve de conformité des appareils sous pression de gaz et de vapeur par le marquage approprié.		
Décret n° 2003-296	<b>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS</b>		
	Communication des prescriptions établies par la personne compétente en radioprotection.		
	Compatibilité des dispositions constructives prévues avec les prescriptions établie par la personne compétente en radioprotection.		
	Contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...).	HM	
Arrêté du 21/12/19 93	<b>PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL</b>		
	<b>Section 1 - Définitions</b>		
ART. 1	Définitions pour l'application du présent arrêté.		
	<b>Section 2 - Installations nouvelles</b>		
ART. 2	Prescriptions relatives aux installations nouvelles de portes ou portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail destinées au passage de véhicules.		
ART. 3	Dispositions à prendre pour toute nouvelle installation de porte et portail automatique ou semi-automatique sur les lieux de travail.		
ART. 4	Exigences complémentaires relatives aux portes automatiques pour piétons sur les lieux de travail.		
	<b>Section 3 - Installations existantes</b>		
ART. 5	Dispositions relatives aux installations de portes ou portails automatiques et semi-automatiques destinées au passage de véhicules et accessibles au public mises en place sur les lieux de travail avant l'entrée en vigueur des précédents articles.		
ART. 6	Prescriptions relatives aux autres portes et portails automatiques devant être modifiés pour répondre aux dispositions de l'article Rapport 232-1-2.		
ART. 7	Mise en conformité des portes ou portails automatiques ou semi-automatiques sur les lieux de travail.		
Art. 8 à Art. 10	<b>Section 4 - Maintenance et vérifications</b>	PM	